

Télédiffusion de France

TDF

Attestation de l'auditeur indépendant relative à la conformité du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés de l'exercice 2014, dans le cadre de ses obligations réglementaires



Télédiffusion de France TDF

Attestation de l'auditeur indépendant relative à la conformité du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés de l'exercice 2014, dans le cadre de ses obligations réglementaires

Au Président,

En notre qualité d'auditeur indépendant et en exécution de la mission qui nous a été confiée conjointement par l'Autorité de régulation des Communications Electroniques et des Postes (ARCEP) et TDF, nous vous présentons notre attestation sur les informations figurant dans les restitutions réglementaires 2014 « Les Informations », jointes à la présente attestation et établi dans le cadre de l'audit du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés de TDF, relatifs à l'exercice démarrant le 1^{er} avril 2013 et clôturé le 31 mars 2014 (ci-après désigné exercice 2014).

Responsabilité de la direction relative aux Informations

La direction est responsable de l'établissement de ces Informations conformément aux principes et méthodes comptables mentionnés dans les Décisions n°2009-0484 et n°2012-0998 de l'ARCEP, étant précisé que la Décision n°2009-0484 renvoie aux dispositions prévues dans la Décision n°2008-0409 en ce qui concerne les modalités de mise en œuvre de l'obligation de séparation comptable.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les textes réglementaires et le code de déontologie de la profession. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des règles déontologiques, des normes professionnelles et des textes légaux et réglementaires applicables.

Responsabilité de l'auditeur indépendant

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur la conformité, dans tous leurs aspects significatifs, des informations figurant dans les documents joints avec les principes et méthodes comptables mentionnés dans les Décisions n°2009-0484 et n°2012-0998 de l'ARCEP. Nous avons conduits les travaux décrits ci-après conformément aux normes professionnelles applicables en France et à la norme internationale ISAE 3000.

Nature et étendue des travaux

Nos diligences ont consisté à :

- prendre connaissance des procédures mises en place par TDF dans son système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés pour produire l'information donnée dans les documents joints ;
- effectuer les rapprochements nécessaires entre les éléments en entrée du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés et :
 - la comptabilité dont elles sont issues et vérifier qu'elles concordent avec les éléments ayant servi de base à l'établissement des comptes annuels de l'exercice 2014, en particulier :
 - le système comptable (ORACLE GL) et d'application de facturation (QUARTZ) pour les coûts de fonctionnement et les produits,
 - le système de suivi des immobilisations pour les coûts d'amortissement et les éléments patrimoniaux en valeur historique,
 - les autres données internes à l'entité en lien avec la comptabilité, en particulier les systèmes d'information des directions fonctionnelles pour les unités d'œuvre utilisées pour les affectations et la valorisation des actifs ;
- vérifier, par sondages, le calcul des coûts des actifs de production selon les méthodes des coûts de remplacement en filière et des coûts courants économiques ;
- vérifier la conformité des coûts et produits en entrée du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés et des retraitements effectués (ci-après « assiette des coûts réglementaires ») avec les principes et méthodes comptables mentionnés dans les Décisions n°2009-0484 et n°2012-0998 de l'ARCEP ;
- vérifier la complétude de l'assiette des coûts réglementaires en entrée et en sortie du système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés ;
- vérifier par sondages la conformité des règles d'affectation des coûts utilisés et d'élaboration des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés ») dans le système de calcul des coûts de revient avec les principes et méthodes comptables mentionnés dans les Décisions n°2009-0484 et n°2012-0998 de l'ARCEP ;
- vérifier la conformité des restitutions réglementaires 2014 avec les modèles de restitution définis par l'ARCEP dans [l'annexe III de sa Décision n°2008-0409 ;
- vérifier l'exactitude arithmétique des calculs des totaux et des sous-totaux des restitutions réglementaires pour l'exercice 2014.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous rappelons que nos travaux n'avaient pas pour objet l'évaluation du contrôle interne du système d'information spécifique, à savoir l'évaluation des contrôles sur la préparation et la saisie des données, sur les traitements, sur l'intégrité, l'exactitude et l'autorisation des opérations à enregistrer, sur le maintien du chemin de révision (ou système de référence) et la qualité de la documentation.

Ils n'avaient pas non plus pour objet de se prononcer sur la pertinence des choix des protocoles particuliers opérés par TDF tant que ceux-ci restent compatibles avec les principes généraux édictés par les Décisions de l'ARCEP.

Commentaires

Les Informations appellent de notre part les commentaires suivants :

- TDF a maintenu en 2014 les changements de méthode sur le calcul des annuités effectués en 2013 :
 - La valeur brute réglementaire 2014 des immobilisations en coûts de remplacement filière a été calculée par indexation de la valeur brute réglementaire 2013, en utilisant un taux d'indexation approprié en fonction de la nature de l'immobilisation. Pour les immobilisations acquises en 2014, la valeur brute réglementaire correspond à la valeur d'achat de l'immobilisation.
 - Les annuités pour les années antérieures sont calculées au taux de rémunération du capital historique applicable pour l'année considérée.
- Le principe de causalité n'a pas pu être mis en œuvre à la maille des coûts affectables au compte d'exploitation « Etudes et Frais d'Accès au Service (FAS) TNT ». Les coûts attribués à ce compte d'exploitation ont, en pratique, été alignés sur le chiffre d'affaires.
- Les coûts rattachés à un centre de responsabilité générique (DIR 9) au cours de l'exercice sont systématiquement alloués aux coûts communs par le système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés de TDF (par exemple les charges d'entretien de pylônes, la maintenance / sous-traitance technique, les refacturation d'honoraires) indépendamment de leur nature qui aurait pu amener à les allouer sur des activités selon d'autres clés présentes dans le système.
- Le système de comptabilisation des coûts, des comptes d'exploitation produit et des comptes séparés de TDF ne permet pas d'allouer des coûts de nature différente comptabilisés dans un même compte comptable (par exemple les comptes de provisions pour risques et charges) sur des enveloppes de coûts différentes.
- Des produits et charges exceptionnels liés à des pénalités versées ou reçues suite à des ruptures contractuelles, des subventions d'équipement reçues et à des dégrèvements d'impôts, demeurent inclus dans l'assiette réglementaire.



Opinion

A notre avis, les Informations figurant dans les documents joints ont été établies, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux principes et méthodes comptables mentionnées dans les Décisions n°2009-0484 et n°2012-0998 de l'ARCEP.

Paris-La Défense, le 18 juin 2015

L'Auditeur Indépendant
ERNST & YOUNG et Associés

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized loop followed by a smaller, more defined loop.

Thierry Cornille